

Mr GUYONNEAU
15 Canal de Reth

85420 ST SIGISMOND

A Fontenay-le-Comte, le 15 juin 2023

Objet : devis de déménagement

Monsieur,

Nous vous remercions de nous avoir contactés pour votre étude de prix de déménagement.
Vous trouverez ci-joint, en double exemplaire, Nous espérons que notre proposition retiendra favorablement votre attention.

Dans l'affirmative, nous vous demanderons de bien vouloir nous retourner :

- ces documents complétés, datés, et signés recto-verso (pour la déclaration de valeur indiquer les meubles ou objets dont la valeur individuelle est supérieure à 762 €) ;
- l'acompte correspondant à 30 % du montant du déménagement, comme stipulé dans le devis.

Nous restons à votre entière disposition pour tout complément d'information.

Et dans l'attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Jean-François MERCIER



Mercier Déménagements
S à R.L. au capital de 113 399 €
13, bd de la Capitale-du-Bas-Poitou
85 200 FONTENAY-LE-COMTE
Tél. 02 51 69 18 66 - Fax 02 51 69 44 66
C.C.P. Nantes 582.00 T SIRET 947250217 00023 - A.P.E. 4942Z

MERCIER DÉMÉNAGEMENTS
13 rue Capitale du Bas Poitou - 85200 FONTENAY-LE-COMTE
contact@demenagements-mercier.com
Tél. 02 51 69 18 66

MARÉCHAL DÉMÉNAGEMENTS
70 rue Moncalm - 17000 LA ROCHELLE
contact@demenagements-marechal.com
Tél. 05 46 41 40 19



Siège social
MERCIER DÉMÉNAGEMENTS
 13 Bd Capitale du Bas Poitou
 85200 FONTENAY LE COMTE
 contact@demenagements-mercier.com
 www.demenagements-mercier.com
 Tél. 02 51 69 18 66

Agence
MARÉCHAL DÉMÉNAGEMENTS
 70 rue Moncalm
 17000 LA ROCHELLE
 contact@demenagements-marechal.com
 www.demenagements-marechal.com
 Tél. 05 46 41 40 19



SARL au capital de 113.399 € - C.C.P. de Nantes 582-90 T
 R.C. La Roche sur Yon B 547 250 217 - Code A.P.E. 4942 Z
 Mercier Déménagements : SIRET 547 250 217 000 23
 Maréchal Déménagements : SIRET 547 250 217 000 49

CLIENT **M** Mr. GUYONNEAU.....
 DEVIS N° 20230613.....
 VOLUME 0 m³
 VOYAGE SPÉCIAL
 VOYAGE ORGANISÉ
 DISTANCE 0 km

DEVIS

Nom du client **M** Mr. GUYONNEAU..... Prénoms

Visité par **M** Y. VAULOUP..... date 14/06/2023..... selon inventaire établi par le client

	CHARGEMENT	LIVRAISON
Dates ou Périodes	18/09/2023	09/10/2023
Adresses	15 CANAL DE RETH 85420 ST SIGISMOND	15 CANAL DE RETH 85420 ST SIGISMOND
Tél.		
Bâtiment	Etage ... RDC	Etage ... RDC
Accès	Porte	Porte
	Ascenseur : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non Monte-charge : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non	Ascenseur : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non Monte-charge : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non
	Portage : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non Transbordement : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non	Portage : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non Transbordement : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non
	Passage par fenêtre : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non Monte-meubles : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non	Passage par fenêtre : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non Monte-meubles : <input type="checkbox"/> oui <input checked="" type="checkbox"/> non

PRESTATIONS DU SERVICE STANDARD DE DÉMÉNAGEMENT

Conditionnement (emballage, démontage, protection), manutention (chargement, déchargement), transport (arrimage, acheminement) et installation (déballage, remontage).

CONDITIONS PARTICULIÈRES :

Manutention sur place :
 Mobilier à déplacer et à couvrir :
 Emballage de la vaisselle et des bibelots de décoration :
 Bâches fournies par le client :

• en cas de difficultés non signalées (article 1 des conditions générales de vente), **suppléments éventuels divers :**

Monte-meubles (1/2 journée)	Main-d'œuvre (1/2 journée)	Véhicule utilitaire léger (1 journée)
230.00 € HT	120.00 € HT	86.90 € HT

- **TRACTION** - véhicule et kilométrage :
- **MAIN-D'OEUVRE** et frais de déplacement du personnel :
- **UTILISATION DU MATÉRIEL** - pour conditionnement et manutention :
- **FOURNITURES D'EMBALLAGES PERDUS**
selon fournitures prévues
ou au forfait 1.00 m³ à 80.84 €
- **GARANTIE DE RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE**
Rappel de la déclaration de valeur :
- valeur totale du mobilier €
- valeurs individuelles des objets listés €
- valeur maximale par objet listé €
- **OPTION ASSURANCE DOMMAGE**
Rappel de la déclaration de valeur :
- valeur totale du mobilier 30000.00 €
- valeurs individuelles des objets listés €

93.90	€
300.00	€
0.00	€
	€
80.84	€
	€
	€
18.98	€

MODALITÉS DE PAIEMENT

PAYABLE A LA COMMANDE : 178.00
 Chèque à réception de facture 414.46

TOTAL HT 493.72 €
TVA 20.00 % 98.74 €
TOTAL TTC 592.46 €

Fontenay le Comte

• Le devis signé par le client devient le contrat.
 Pour l'acceptation du présent devis et des conditions générales et particulières, se reporter au dos.



Devis établi à le 14/06/2023
 Conditions valables jusqu'au : 12/09/2023

Signature de l'entreprise

[Signature]

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE DU CONTRAT DE DÉMÉNAGEMENT

Les présentes conditions générales de vente et les conditions particulières négociées entre l'entreprise et le client déterminent les droits et obligations de chacun d'eux. Elles s'appliquent de plein droit aux opérations de déménagement objet du présent contrat.

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 – INFORMATION SUR LES CONDITIONS DE RÉALISATION DU DÉMÉNAGEMENT
A la demande de l'entreprise, le client doit fournir toutes informations dont il a connaissance permettant la réalisation matérielle du déménagement, tant au lieu de chargement que de livraison (conditions d'accès pour le personnel et le véhicule, possibilité de stationnement, travaux en cours et toutes autres particularités).

Le client est préalablement informé du barème de prix des principaux suppléments qu'il serait éventuellement amené à supporter en cas d'absence d'informations ou d'inexactitude de celles-ci et qui aurait pour conséquence de rendre nécessaire, pour la réalisation de l'opération, la mobilisation de moyens matériels (monte-meubles, véhicule) et/ou humains (main d'œuvre) supplémentaires.

Le client doit également signaler les objets dont le transport est assujéti à une réglementation spéciale (vins, alcools, armes, etc.), les formalités administratives éventuelles étant à sa charge.
Un devis gratuit décrivant les caractéristiques de l'opération projetée est fourni par l'entreprise au client.

ARTICLE 2 – RÉSLIATION DU CONTRAT

Sauf stipulation contraire des conditions particulières, toute somme versée d'avance est qualifiée d'arrhes. Sauf cas de force majeure :

- en cas de résiliation par le client, les arrhes ne sont pas remboursées,
- en cas de résiliation par l'entreprise ou défaillance de celle-ci, le professionnel les restitue au double.

ARTICLE 3 – CONTRAT SOUSCRIT HORS ÉTABLISSEMENT OU A DISTANCE

En cas de souscription d'un contrat hors établissement ou à distance, le client, en application de l'article L 221-28 12° du code de la consommation, ne bénéficie pas d'un droit de rétractation.
Aucun paiement ne sera perçu avant l'expiration d'un délai de sept jours à compter de la conclusion du contrat hors établissement.

ARTICLE 4 – GARANTIE DOMMAGE

L'entreprise a la faculté de proposer au client de souscrire une garantie dommage destinée à garantir le mobilier contre certains risques pour lesquels elle n'assume légalement aucune responsabilité.
Son coût est porté à la connaissance du client, qui a la possibilité d'y souscrire ou non.

ARTICLE 5 – DÉLAIS D'EXÉCUTION INDETERMINÉS

Si, à la demande du client, il n'est pas fixé de date ou de période formelle d'exécution, le client peut adresser une mise en demeure par lettre recommandée à l'entreprise, au cas où celle-ci n'a pas entrepris le transport dans un délai de trois mois.

A compter de cette mise en demeure, l'entreprise dispose d'un délai de quinze jours pour exécuter l'opération convenue.

A défaut d'exécution, dans ce délai et sauf cas de force majeure, le contrat est considéré comme résilié par l'entreprise et les sommes versées sont restituées.

CHAPITRE II : PRIX ET MODALITÉS DE RÉGLEMENT

ARTICLE 6 – PRIX ET MODALITÉS DE RÉGLEMENT

Les prix fixés au contrat ne peuvent être modifiés que si :

- les modalités de réalisation de l'opération exigent l'application d'un supplément tarifaire causé par l'absence ou l'inexactitude des informations visées à l'article 1. Dans ce cas, la cause du supplément et son montant sont consignés sur l'exemplaire chargement ou livraison-déclaration de fin de travail de la lettre de voiture. En cas de refus de règlement du supplément et en fonction du moment où il est exigible, le client s'expose à la résiliation à ses torts du contrat ou à un placement d'office du mobilier en garde-meubles dans les termes de l'article 18,
- des charges conjoncturelles imprévisibles et indépendantes de la volonté de l'entreprise (hausse du prix du carburant, des matières premières, pénurie, crise sanitaire...) surviennent avant le début de l'opération. Dans cette hypothèse, le client est informé dans les meilleurs délais de la hausse du prix, qu'il peut refuser. Si tel est le cas, le contrat est annulé et les sommes versées d'avance sont restituées.

Hors ces cas, le client et l'entreprise peuvent décider d'un commun accord de modifier les dispositions prévues au contrat sous réserve de convenir de nouvelles modalités et des conséquences pouvant en résulter sur le prix fixé, notamment pour toutes prestations supplémentaires non prévues au contrat initial. Un devis modificatif est alors établi.

ARTICLE 7 – VALIDITÉ DES PRIX

Si la date de réalisation n'a pas été fixée, l'entreprise et le client déterminent la durée de validité des prix à compter de la date d'établissement du devis.

ARTICLE 8 – MODALITÉS DE RÉGLEMENT

Les conditions particulières doivent prévoir après négociation :

- le montant des arrhes versé à la commande,
- le montant du versement intermédiaire, le cas échéant à la fin du chargement,
- le solde à la fin du contrat de déménagement.

CHAPITRE III – RÉALISATION DES PRESTATIONS

ARTICLE 9 – PRESTATIONS EFFECTUÉES PAR L'ENTREPRISE

Les prestations sont convenues avec le client préalablement à chaque opération et précisément définies dans le devis.

L'entreprise n'assume pas la prise en charge des personnes, des animaux, des végétaux, des matières dangereuses, infectes, explosives ou inflammables, des bijoux, monnaies, métaux précieux ou valeurs.
Toute exception à cette règle doit être l'objet d'un accord écrit entre l'entreprise et le client avant le début de la réalisation.

ARTICLE 10 – RÉALISATION PAR UNE TIÈRE ENTREPRISE

L'entreprise conserve la faculté de confier, sous son entière responsabilité, la réalisation totale ou partielle du déménagement à une tierce entreprise dénommée « entreprise exécutante ».

Dans le cas où l'entreprise contractante utilise cette faculté, l'information du client sur l'identité de l'entreprise exécutante doit être réalisée dans un délai minimum de 48 heures avant la date de réalisation ; le client est en droit de refuser et les sommes lui sont alors restituées.

ARTICLE 11 – PRÉSENCE OBLIGATOIRE DU CLIENT

Le client ou son mandataire doit être présent tant au chargement qu'à la livraison ; il doit vérifier, avant le départ du véhicule, qu'aucun objet n'a été oublié dans les locaux et dépendances où se trouvait le mobilier.

Le représentant de l'entreprise est en droit d'exiger du client la constatation par écrit de toute détérioration antérieure au déménagement.

CHAPITRE IV : RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE

ARTICLE 12 – RESPONSABILITÉ POUR RETARD

L'entreprise est tenue de réaliser le déménagement suivant la date de chargement et de livraison, ou en cas de groupage suivant la période indiquée sur la lettre de voiture.

Sauf cas de force majeure, l'indemnité due en cas de retard est calculée suivant le préjudice démontré et supporté par le client.

ARTICLE 13 – RESPONSABILITÉ POUR PERTE OU AVARIES

L'entreprise est responsable des meubles et objets qui lui ont été confiés, sauf cas de force majeure, vice propre de la chose ou faute du client.

Elle décline toute responsabilité en ce qui concerne les opérations qui ne seraient pas exécutées par ses préposés ou ses intermédiaires substitués.

ARTICLE 14 – INDEMNISATION POUR PERTES ET AVARIES

Suivant la nature des dommages, les pertes et avaries donnent lieu à réparation, remplacement ou indemnité compensatrice.

L'indemnisation intervient dans la limite du préjudice matériel prouvé et des conditions particulières négociées entre l'entreprise et le client.

Ces conditions particulières fixent – sous peine de nullité de plein droit du contrat – le montant de l'indemnisation maximale pour la totalité du mobilier et pour chaque catégorie d'objet, objet ou élément de mobilier.

A cet effet, le client souscrit une déclaration de valeur qui mentionne l'indemnisation maximale pour la totalité du mobilier et dans laquelle il dresse une liste valorisée fixant l'indemnisation maximale par catégorie d'objets, objet ou élément de mobilier.

ARTICLE 15 – PRESCRIPTION

Les actions en justice pour avarie, perte ou retard auxquelles peut donner lieu le contrat de déménagement doivent être intentées dans l'année qui suit la livraison du mobilier.

CHAPITRE V : LIVRAISON DU MOBILIER ET FORMALITÉS EN CAS DE DOMMAGE

ARTICLE 16 – LIVRAISON DU MOBILIER A DOMICILE

A la réception, le client doit vérifier l'état de son mobilier et en donner décharge dès la livraison terminée à l'aide de la déclaration de fin de travail.

En cas de perte ou d'avarie et pour sauvegarder ses droits et moyens de preuve, le client a intérêt à émettre dès la livraison et la mise en place, en présence des représentants de l'entreprise, des réserves écrites, précises et détaillées.

L'entreprise est présumée responsable d'une perte ou avarie ayant fait l'objet de réserves écrites, précises et détaillées à la livraison. Elle doit, pour s'exonérer de sa responsabilité, démontrer qu'elle est étrangère à cette perte ou avarie.

En cas d'absence de réserves à la livraison ou en cas de réserves contestées par les représentants de l'entreprise sur la lettre de voiture, le client doit, en cas de perte ou d'avarie, adresser sa protestation motivée à l'entreprise par lettre recommandée dans les 10 jours calendaires révolus à compter de la réception des objets transportés tel que prévu par l'article L 224-63 du code de la consommation. A défaut, le client est privé du droit d'agir contre l'entreprise.

En l'absence de réserves écrites, précises et détaillées à la livraison, celle-ci est présumée conforme. La responsabilité de l'entreprise ne peut être engagée que si le client démontre l'existence d'une perte ou avarie et son imputabilité à l'opération de transport.

ARTICLE 17 – LIVRAISON DU MOBILIER AU GARDE-MEUBLES À LA DEMANDE DU CLIENT

La livraison en garde-meubles est assimilée à une livraison à domicile et met fin au contrat de déménagement. Les frais d'entrée en garde-meubles sont distincts et facturés au client par le garde-meubles qui assume la garde du mobilier.

ARTICLE 18 – DÉPÔT NÉCESSAIRE PAR SUITE D'EMPÊCHEMENT À LA LIVRAISON

En cas d'absence du client aux adresses de livraison par lui indiquées, ou d'impossibilité matérielle n'étant pas le fait de l'entreprise, le mobilier est placé d'office dans un garde-meubles, à la diligence de l'entreprise et aux frais du client.

Par tous moyens appropriés, l'entreprise rend compte au client de cette opération de dépôt, qui met fin au contrat de déménagement.

ARTICLE 19 – RÉGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS – MÉDIATION DES LITIGES DE LA CONSOMMATION

En cas de litige entre l'entreprise et le client consommateur, ceux-ci s'efforceront de trouver une solution amiable.

A défaut d'accord amiable, le client a la possibilité de saisir gratuitement le médiateur de la consommation dont relève l'entreprise à savoir l'Association des Médiateurs Européens (AME CONSO), dans un délai d'un an à compter de la réclamation écrite adressée à l'entreprise.

La saisine du médiateur de la consommation devra s'effectuer :

- soit en complétant le formulaire prévu à cet effet sur le site internet de l'AME CONSO : www.mediationconso-ame.com,
- soit par courrier adressé à l'AME CONSO, 11 Place Dauphine – 75001 Paris.

ARTICLE 19-1 – COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE

En cas de litige, le client peut saisir, soit l'une des juridictions compétentes en vertu du code de procédure civile, soit la juridiction du lieu où il demeurait au moment de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable.

ARTICLE 20 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les données personnelles du client sont traitées conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD). Une information écrite lui est remise à ce sujet.

CHAPITRE VI : GROUPE COMMERCIAL MERCIER-MARÉCHAL

ARTICLE 21 – CIRCUITS ORGANISÉS

Les circuits organisés proposés par les entreprises du groupe Mercier-Maréchal planifient plusieurs déménagements dans un même voyage routier. Ils nécessitent une harmonisation des dates de chargement et de livraison entre les clients participant au même voyage routier. Dans ce cas, les dates de chargement et de livraison sont laissées à l'initiative de l'entreprise dans la limite de plus ou moins 5 jours par rapport aux dates souhaitées par le client et figurant sur le devis.

ARTICLE 22 – GROUPE

Les groupages permettent la réalisation d'un déménagement, en principe de faible volume, à l'occasion d'une opportunité de voyage offerte par l'entreprise au client. Dans ce cas, les dates de chargement et de livraison sont laissées à l'initiative de l'entreprise.

ARTICLE 23 – ENTREPRISE EXÉCUTANTE

Lorsque le client a opté pour un déménagement réalisé en circuit organisé ou en groupage, il accepte que la réalisation de son déménagement soit éventuellement confiée par l'entreprise, sous l'entière responsabilité de cette dernière, à l'une des entreprises du groupe. Le client peut prendre connaissance de la liste des entreprises membres du groupe auprès de l'entreprise contractante. A défaut d'exécution par une entreprise du groupe, l'article 10 s'applique de plein droit.

ARTICLE 24 – DÉLAIS D'EXÉCUTION

Lorsque la réalisation du déménagement est prévue en circuit organisé, le client admet, en cours d'exécution, une franchise d'une demi-journée par rapport aux dates fixées tant pour le chargement que pour le déchargement. Quand elle est prévue en groupage, sans indication d'une période de réalisation, le client ne pourra bénéficier des dispositions de l'article 5 qu'après un délai de 6 mois.

ARTICLE 25 – DÉCLARATION DE VALEUR OBLIGATOIRE

Le devis contrat est nul si la valeur totale du mobilier confié n'est pas mentionnée. Même s'il n'a pas souhaité l'utiliser, le client reconnaît avoir eu connaissance du document « Déclaration de valeur ».

Les présentes conditions générales de vente ont été élaborées par la Chambre Syndicale du Déménagement avec les représentants des Consommateurs et tiennent compte de l'article 40 de la loi n°2009-1503 du 8 décembre 2009 et de l'arrêté du 27 avril 2010 relatif à la publicité des prix des prestations de déménagement.

Les présentes conditions générales tiennent également compte de la Recommandation n°16-01 du 24 mars 2016 relative aux contrats de déménagement, garde-meubles et stockage en libre-service des prestations de déménagement.

Le déménagement s'effectuera aux présentes conditions générales et aux conditions particulières ; après en avoir pris connaissance, le client déclare les accepter.

Fait à Le Signature du client

Annexe aux CGV du contrat de déménagement de particulier
Information concernant le traitement des données à caractère personnel (RGPD)

En vue de la conclusion du contrat de déménagement, fondement légal de la collecte et du traitement, et du suivi/gestion de votre dossier client, l'entreprise est amenée à collecter des données à caractère personnel vous concernant.

En application du Règlement général sur la protection des données à caractère personnel (RGPD) entré en vigueur le 25 mai 2018, nous vous informons des mesures prises quant à l'utilisation et le traitement de ces données.

➤ **Responsable de traitement**

Le responsable du traitement est la SARL MERCIER-MARECHAL Déménagements, dont le siège est sis au 13 boulevard de la Capitale du Bas-Poitou à Fontenay-le-Comte 85200, prise en la personne de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège.

➤ **Données personnelles concernées**

Seules sont collectées et traitées par le personnel habilité (service commercial, exploitation, service comptable et SAV) celles de vos données à caractère personnel nécessaires à la formation, l'exécution et le suivi du contrat de déménagement.

Il s'agit notamment des données suivantes : nom, prénom, date de naissance, adresse, téléphone, adresse électronique, coordonnées bancaires, ...

➤ **Durée de conservation des données/sécurisation**

Vos données personnelles sont conservées durant le temps strictement nécessaire à l'entreprise pour satisfaire à ses obligations légales et réglementaires de conservation des documents civils, comptables et commerciaux, et durant le temps nécessaire à l'extinction de toute prescription légale.

Les données personnelles vous concernant sont conservées de manière sécurisée.

➤ **Sous-traitance**

Préalablement à tout traitement de vos données personnelles par un tiers (transporteur à qui serait sous-traité votre déménagement, prestataire informatique, ...), nous interrogeons le sous-traitant sur les mesures et garanties qu'il a mis en œuvre au regard du RGPD, et lui demandons de nous justifier des options retenues.

➤ **Transfert de données hors Union Européenne**

Si l'opération objet du contrat implique un transfert de vos données personnelles hors de l'Union Européenne (déménagement international), nous vous informons du niveau de protection des données offert par le pays destinataire, et notamment si un niveau de protection suffisant lui a été reconnu par décision de la Commission européenne.

➤ **Exercice des droits sur les données personnelles**

Vous disposez, s'agissant de vos données personnelles, d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement, de portabilité et d'opposition.

Vous pouvez exercer vos droits (sous réserve de produire, pour des raisons de sécurité, un justificatif d'identité valide) ou recueillir toute information relative à vos données personnelles en adressant un courrier à l'entreprise à l'adresse indiquée à la rubrique « *Responsable de traitement* », ou un courriel à l'adresse suivante : contact@demenagements-mercier.com.

En cas de difficulté concernant le traitement de vos données personnelles, vous disposez de la faculté de déposer réclamation auprès de la Commission nationale Informatique et Libertés (CNIL-www.cnil.fr).

Information remise à Fontenay-le-Comte, le 15/06/2023, Mr GUYONNEAU.
Cachet et signature de l'entreprise.



Signature des clients*

*la signature de ce document ne vous engage pas à l'égard de l'entreprise ; elle atteste seulement que vous avez pris connaissance des mesures prises par l'entreprise en matière de protection des données.